

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Geniez

Prénom : Marc

Institution ou entreprise : Éducation Nationale

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Pour un après soutenable_contribution
Marc Geniez

Résumé de votre contribution :

La crise sanitaire et ses conséquences doivent conduire la Nation à redéfinir ses priorités pour le développement de notre agriculture, de notre industrie, de notre santé et de nos conditions de vie en général. Les mesures prises en urgence par les pouvoirs publics ont en quelques jours et à juste titre, transgressé des règles jusqu'alors présentées comme incontournables, élargissant ainsi le champ des possibles, y compris dans le domaine budgétaire. L'interdépendance des économies mondiales est une réalité et la France qui possède peu de matières premières et qui s'est fortement désindustrialisée ne peut pas vivre en autarcie. Le soutien à l'économie d'après crise doit être orienté pour obtenir une plus grande indépendance dans les différents domaines stratégiques pour notre avenir (énergie, défense et sécurité, alimentation saine, préservation de l'environnement, santé ...). La réindustrialisation doit également concerner les produits à forte valeur ajoutée. Un gros effort reste à faire pour le développement du télétravail sous ses différentes formes et plus

généralement pour la formation à l'utilisation des outils informatiques de plus en plus puissants. Il est donc également nécessaire de développer des moyens de contrôle efficaces de l'utilisation de ces outils afin de préserver absolument la liberté des citoyens.

POUR UN APRES SOUTENABLE – Contribution Marc Geniez

1 _ Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies

L'interaction humains – activité humaine – écosystèmes – coûts de production - mondialisation modifie sensiblement notre planète. Il y a également **un sujet tabou qui amplifie le phénomène : l'augmentation régulière de la population mondiale**. Tant que les ressources de la planète paraissaient inépuisables, on pouvait garder la tête enfoncée dans le sable, mais maintenant ...

La raison voudrait que l'on **augmente la taxation des fabrications et des modes de transport polluants** qui sont en augmentation très sensible. Mais difficile pour un pays de s'engager seul dans cette voie comme le montre actuellement l'attitude de plusieurs dirigeants de grands pays.

Parallèlement, les pouvoirs publics doivent **encourager la réindustrialisation de notre pays, notamment pour les productions nécessaires à notre indépendance** (énergétique, sanitaire, de sécurité, etc) **et celles à forte valeur ajoutée**. Ils doivent également **favoriser la mise en place de circuits courts de fabrication et de consommation** ainsi que les **moyens de transport les moins énergivores et les moins polluants** (transport ferroviaire, fluvial et mixte). Cela nécessitera **un investissement important dans des infrastructures adaptées**.

Le développement de l'économie solidaire, moins soumise à délocalisation répond également à ces exigences.

2 _ Quelle attente à l'égard de la puissance publique face aux risques ?

L'un des rôles de la puissance publique consiste à **faire prendre conscience à la population des risques encourus**, notamment en s'appuyant sur des études scientifiques incontestables et de **mettre en place les mesures de prévention nécessaires**. Ces mesures, parfois contraignantes, seront d'autant mieux acceptées par la population qu'elle aura été auparavant informée, sensibilisée et responsabilisée ce qui sous-entend **qu'on lui aura tenu un langage de vérité**.

L'Etat ne peut protéger de tout et notamment de ce qui n'aura pu être anticipé. Une bonne précaution consiste à ce que **l'action de l'exécutif soit contrôlée** (et pas seulement formellement) **par le Parlement**. La **mobilisation des scientifiques, l'information des citoyens, l'implication des différents médias et le soutien aux secteur associatif**, qui constitue un élément essentiel de la prise de conscience des citoyens, **sont nécessaires**.

La question du coût est essentielle. La période d'état d'urgence sanitaire nous a prouvé que nous étions collectivement capables de **transgresser les standards budgétaires jugés jusqu'alors incontournables**. Cela passera également par des choix individuels acceptant de

payer plus chers des produits alimentaires pour avoir une meilleure qualité et des produits manufacturés produits par des entreprises françaises notamment celles participant à l'indépendance économique et sanitaire du pays.

3 _ Quelle interdépendance et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?

L'interdépendance des économies est aujourd'hui une réalité qui fragilise les économies les plus dépendantes comme la nôtre. **La France ne peut vivre en autarcie.** Et ce d'autant plus que nous disposons que de peu de matières premières et que notre pays s'est fortement désindustrialisé. Nous devons retrouver notre indépendance dans les différents domaines stratégiques et notamment l'autonomie énergétique. Cela imposera des choix budgétaires difficiles mais nécessaires. Pour faciliter cette démarche, **la réindustrialisation doit aussi concerner des secteurs et produits de haut niveau technologique et à forte valeur ajoutée,** ce qui signifie qu'il faut **accentuer les travaux de la recherche nationale.**

L'indépendance passe nécessairement par les domaines industriels, agricoles et financiers. Bien entendu, il faut **trouver l'équilibre entre les exigences parfois contradictoires de ces trois domaines**

Notre agriculture ne doit donc pas être oubliée. **Nos productions doivent être rééquilibrées** pour permettre une autonomie alimentaire assurant la sécurité alimentaire, **le respect de l'environnement** (et donc sans ou avec peu de pesticides) et **vendus par circuits courts.**

4 _ Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?

Rien à ajouter à l'analyse faite dans votre document de présentation. **Progressivement dénaturés par la recherche d'économies systématiques élevées au rang de priorité absolue,** notre système de soins (et tout particulièrement nos hôpitaux), notre système éducatif et notre recherche ne correspondent plus aux exigences actuelles d'une situation qui a considérablement évolué.

Il faut donc reconstruire en redéfinissant les priorités, en développant les solidarités car on ne peut seulement compter sur l'Etat providence. Pour cela, je suggère de lancer un vaste débat dont les conclusions serviront de support à un ou plusieurs projets de loi. Information, sensibilisation, **participation à l'élaboration des décisions** faciliteront leur mise en œuvre.

5 _ Quelle voie pour une économie soutenable ?

La crise du covid 19 doit nous obliger à **considérer différemment nos priorités en matière d'industrialisation, de production, d'équipements, d'infrastructures, d'investissements** personnels, collectifs et industriels, ce qui prendra du temps. Il nous faudra **tirer les enseignements de nos échecs.** En conséquence, **le plan de sortie de crise doit cibler les entreprises mises en danger par la crise ainsi que les personnes, salariés ou non, en difficulté.** Dans un second temps, mais le plus rapidement possible, **un autre plan devra permettre de financer les nouvelles priorités arrêtées.**

Une politique de réindustrialisation du pays paraît difficile à mettre en œuvre sans un **abaissement du coup du travail dans les industries à forte main d'œuvre**. Mais il faudra aussi que chacun de nous accepte de **participer solidairement au paiement « au juste prix » des protections et services** qu'il recevra.

6 _ Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

Les moyens modernes de communication et d'information sont d'une redoutable rapidité. Une information chasse l'autre et les citoyens bombardés d'informations n'ont que rarement le temps de réfléchir aux tenants et aboutissants de ce bombardement.

L'impression qui reste découle bien souvent d'effets de présentation, de références scientifiques exactes ou non. La population n'a le plus souvent reçu aucune formation au moyens modernes de communication et d'information, à l'analyse des informations ainsi reçues. Les manipulations de l'opinion, notamment par les réseaux sociaux, sont fréquentes. **Il faut donner au système éducatif la mission de former aux techniques de communication et à l'information par les médias.**

Dans ce contexte, la **confiance dans la source d'une information est un élément capital** du crédit que l'on accorde à cette information. Et les erreurs se paient cash car la confiance est vite perdue mais elle ne se regagne que difficilement. En ce domaine, **l'exécutif (Président et gouvernement) a commis plusieurs erreurs qui ont entraîné une perte de confiance** qui se traduit dans les sondages.

S'ajoutent les avis scientifiques contradictoires, incompréhensibles pour le grand public. Il faut là encore **de grands efforts d'explication et de pédagogie et apprendre à débattre**. En effet, d'autres sujets majeurs pour notre avenir méritent toute notre attention (réchauffement climatique, agriculture biologique et raisonnée plus soucieuse de l'environnement, etc).

Il est donc important que la loi garantisse la pluralité de l'information et la sincérité des faits contenus ainsi que des modalités de contrôle et des voies de recours.

7 _ Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations.

Brutalement, des millions de personnes se sont mises au télétravail, à la téléconsultation, au téléenseignement, sans préparation particulière pour l'immense majorité d'entre elles. A cette occasion, **les outils numériques ont montré leurs potentialités et leur puissance.**

Mais ne soyons pas naïfs, sont également apparues **l'impréparation du plus grand nombre** à ce mode de travail, **la faiblesse de certaines infrastructures** (possibilités de connections au ministère de l'Education nationale) **l'insuffisance des équipements** (le téléenseignement s'est surtout déroulé avec le matériel personnel des enseignants, des familles et celui fourni par certaines collectivités locales et associations). **10 à 15 % des élèves ont été « perdus » en cours de route** et la quantité de travail fournie par les élèves a été globalement

nettement inférieure à celle observée pendant l'enseignement présentiel. Donc de nombreux enseignements à tirer de cette période.

Ces outils puissants peuvent faciliter grandement notre travail mais ils peuvent également contrôler nos déplacements, nos comportements, nos vies. **Plus les outils sont puissants et plus les moyens de contrôle sur leur utilisation doivent être importants et transparents. Dans tous les cas, la liberté des citoyens, dans ses différents aspects, doit être préservée.**

Marc Geniez
25 – 5 - 2020